

2 Politique

Conférence de presse du président de l'EPR

Condamnation des actes posés par une partie de la diaspora

J.K.M
Libreville/Gabon

TROIS sujets d'actualité ont constitué la trame de la conférence de presse qu'a animée lundi dernier, à la Chambre de Commerce de Libreville, le président du parti Ensemble pour la République (EPR), Dieudonné Minlama Mintogo, par ailleurs ancien candidat à la Présidentielle du 27 août 2016.

Abordant le premier point, l'ancien candidat à l'élection présidentielle d'août dernier a exprimé sa désapprobation face aux violences perpétrées par certains compatriotes vivant en France et aux États-Unis sur des personnalités gabonaises en séjour dans ces deux pays. "Ces comportements ne ca-



Photo : Adjaï Ntouteume

Dieudonné Minlama Mintogo, président de l'EPR, lors de son propos ...

drent ni avec nos us et coutumes ni avec la pratique démocratique. Je condamne fermement, avec la plus grande énergie, ces dérives irresponsables et anarchiques", a-t-il déclaré, avant de poursuivre en appelant "la diaspora et ses soutiens locaux à la raison et à la responsabilité, d'autant que le Gabon est un

petit pays et tout le monde se connaît. Je demande aux uns et aux autres d'arrêter de jouer avec le feu car la violence n'épargne personne".
Exprimant "sa solidarité et son soutien à M. Valentin, au chef de l'État et à son épouse", il a attiré "l'attention des membres de



Photo : Adjaï Ntouteume

... devant les journalistes et autres représentants de la presse nationale.

la diaspora et de leurs soutiens locaux sur la dangerosité de leurs actes sur la stabilité du pays et la cohésion sociale".
Évoquant le second point, la mise en œuvre des Actes du Dialogue politique, M. Minlama Mintogo a jugé utile "de laisser le temps au président de la République, afin qu'il compose dans la

sérénité le gouvernement censé mettre en place les résolutions d'Angondjé".
"A cet effet, au-delà des calculs politiques, je pense que le soutien ou la participation au Dialogue, le devoir d'exemplarité, l'éthique, l'intégrité et l'efficacité devraient être les bases sur lesquelles le chef de l'État devra s'appuyer pour bâtir

cette nouvelle équipe", a-t-il avancé. Tout en suggérant que le Comité de suivi des Actes du Dialogue politique comprenne à parité dix membres de l'opposition et de la majorité, six de la société civile et quatre facilitateurs.
Avant de mettre un terme à la rencontre avec les journalistes, Dieudonné Minlama Mintogo a lancé un appel "à toutes les forces politiques ayant pris part aux assises d'Angondjé de saisir collectivement la Cour constitutionnelle pour demander un nouveau report des élections législatives avec pour corollaire une nouvelle prorogation du mandat des députés actuels. Car le mandat des députés actuels a expiré. Ils doivent leur présence au palais Léon Mba à une décision de la Haute juridiction".

Union du peuple gabonais (UPG)

Le parti favorable à une alliance à l'issue des prochaines Législatives

J-C.A.
Libreville/Gabon

C'est ce qu'a déclaré le président de l'UPG, Mathieu Mboumba Nziengui, dimanche dernier, lors d'une sortie dans plusieurs quartiers de Libreville. L'homme estime également qu'au regard de la configuration politique actuelle et des forces en présence, son parti pourrait s'allier au pouvoir au lendemain du scrutin législatif.



Photo : D.R

Mathieu Mboumba Nziengui saluant les jeunes militants de l'UPG à son arrivée à Soudou.

POURSUIVANT son occupation du terrain à travers la série d'installations des cellules de base de sa formation dans la capitale, le président de l'Union du peuple gabonais (UPG), Mathieu Mboumba Nziengui, était le week-end dernier au PK8 "Show Chaud" et à Soudou "Poubelle", où ont été mises en place deux structures de base composées chacune de vingt membres.
Au PK8 "Show Chaud", Mboumba Nziengui est revenu sur la situation qui prévaut dans sa formation

politique. Laquelle, rappellons-le, a connu bien des soubresauts au cours de ces trois dernières années. En effet, entre «coups bas, peaux de banane et chaussetrappes ourdis par certains de ses cadres», l'UPG a bien failli ne pas s'en remettre. Mais grâce à la détermination de son président, le parti est en train de «repandre du poil de la bête», comme il l'a affirmé lui-même. C'est donc dans l'optique de donner du sang neuf à l'UPG que ce dernier s'attelle, ces derniers temps, à installer des comités de base dans les différents ar-

rondissements de Libreville en attendant de s'attaquer à l'intérieur du pays. Ainsi, Mboumba Nziengui, après avoir installé Wilfried Mboumba en qualité de président de la cellule du PK8, a demandé aux membres qui composent cette cellule de commencer à sillonner ses environs afin de ratisser large. «Car, dira-t-il, la politique n'est pas l'apanage des seuls diplômés ou des notables mais de tous ceux qui savent mobiliser les populations (jeunes et femmes)». Aussi, a-t-il appelé la jeunesse à rejoindre l'UPG «afin de bâtir un parti



Photo : D.R

Une photo de famille au terme de la cérémonie d'installation de la cellule du PK8.

fort et se lancer à l'assaut des échéances électorales à venir». S'agissant de ces échéances, il a fait savoir que si son parti n'obtenait pas assez de députés pour constituer une majorité, il n'exclura pas de se rapprocher d'autres formations pour constituer une majorité et former un gouvernement. «Nous avons des ambitions, et pour que celles-ci aboutissent, les militants doivent redoubler d'ardeur au travail», a-t-il ajouté en substance.
Revenant ensuite sur la place de son parti sur l'échiquier politique national,

l'ancien ministre d'Etat en charge de l'Agriculture a déclaré tout de go que «l'UPG n'est pas un parti de la majorité, mais bien de l'opposition républicaine». Et de poursuivre : «Mais nous discutons avec le pouvoir». Par ailleurs, Mathieu Mboumba Nziengui est revenu sur les conclusions du Dialogue politique auquel il avait participé. L'homme a affirmé que les recommandations qui en sont issues seront transformées en textes de loi, comme l'avait promis le chef de l'Etat lors de la cérémonie de restitution organisée à la prési-

dence de la République. «Nous espérons qu'il le fera, cela entraînera une transformation radicale du paysage politique et institutionnel du pays», a dit Mboumba Nziengui.
Discours presque identique à Soudou, dans le cinquième arrondissement de Libreville, où le président de l'UPG est allé installer Rosette Tsiaba à la tête de l'antenne du parti. Aux militants venus l'accueillir, il a expliqué le bien-fondé de la réforme de la Cénap qui se muera en Centre gabonais des élections (CGE). Pour lui, les nouvelles dispositions qui régiront le CGE permettront que soient organisées des élections libres et transparentes car son président ne pourra plus être assujéti à une quelconque autorité. Enfin, répondant à ceux qui continuent d'épilouter sur les résultats de la dernière Présidentielle, il a déclaré que «celle-ci appartient désormais au passé» et que le Gabon n'est pas à brader pour satisfaire des «intérêts égoïstes». Avant de lancer : «Passons à autre chose pour un Gabon meilleur».

Agression de personnalités gabonaises à l'étranger

L'opposition dite "modérée" s'indigne

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LES partis politiques de l'opposition qui ont pris part au Dialogue politique initié par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba ont exprimé leur désolation suite aux actes de violence initiés par certains compatriotes à l'étranger. A cet effet, ce regroupement de

partis a relevé, à travers ce type de comportements, "l'effritement de nos us et coutumes en France, au Canada et aux USA, à l'encontre des autorités de notre pays en mission à l'étranger".
Aussi, ont-ils condamné ces agissements qui, selon eux, "apparaissent clairement comme une campagne de déstabilisation savamment orchestrée, et

visant à mettre en péril les institutions de la République ainsi que ceux qui les incarnent". De même, ces formations politiques ont condamné "l'agression de paisibles citoyens gabonais en séjour en France".
Ainsi, face à cette situation qu'ils ont qualifiée d'extrêmement dangereuse, ces partis politiques appellent "au strict respect de la Convention de Vienne de

1961, régissant les relations internationales et invitent nos missions diplomatiques à plus de vigilance".
Notons que ce regroupement de l'opposition est composé notamment des partis suivants : PPU, MPO, UDS, PNEGV, RSN, UNPG, RRI, UGD, PNG, UPN, MJDS, CCDG, PDS, US, RDI, ASDJ, MCG, RGUP, FDC, APSG, RDN, FER, FPU, DN, BDP, FCDCN.



Photo : Bandoma

Quelques responsables de partis de l'opposition lors des travaux du Dialogue politique au stade d'Angondjé.